



Le 5 août 2010

Chers collègues,

Avant mes vacances, je vous entretenais des relations patronales-syndicales et des attaques répétées du gouvernement en place contre sa fonction publique. Les événements ultérieurs devaient démontrer que nous ne sommes pas au bout de nos peines. À preuve, on s'en prend maintenant à l'équité en matière d'emploi et à toutes les politiques et pratiques d'embauche connexes.

Le débat entourant le formulaire long de recensement, quelle qu'en soit l'issue, ne fait qu'illustrer le manque total de respect du gouvernement en place pour la compétence, les connaissances et le professionnalisme considérables de ses fonctionnaires. Vous le savez, je le sais et, grâce à cette crise préfabriquée, le public canadien commence à s'en rendre compte. [\(Pour plus de renseignements sur cette question, s'il vous plaît consulter notre page Web portant sur le recensement - .\)](#)

Les membres de l'ACEP sont des professionnels possédant une formation et des compétences supérieures. Votre réputation s'étend dans la fonction publique fédérale et dans l'ensemble du Canada. Le type de compétences que vous avez à offrir est très en demande dans nos trois unités de négociation. Le nombre croissant de membres à l'ACEP, malgré la situation économique difficile, prouve très clairement cette forte demande.

Vous êtes appelés à dispenser des services et des conseils très particuliers au gouvernement. Encore une fois, nous savons tous que vous vous en acquittez de façon des plus professionnelles. Les attaques visant l'intégrité professionnelle de nos membres préoccupent grandement l'ACEP. Si vous croyez que c'est votre cas, s'il vous plaît communiquez avec nous afin que nous puissions revoir les faits et vous informer des recours possibles, s'il y en a.

Je vous souhaite une fin d'été très paisible. Espérons que le gouvernement en place finira par prendre des vacances pour éventuellement reprendre le vrai rôle d'un gouvernement, c'est-à-dire gérer le pays dans l'intérêt de tous les Canadiens. Cela devrait l'occuper un instant et, ainsi, il cessera sa micro-gestion de la fonction publique.

Solidairement,

Claude Poirier
Président national
ACEP

